

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 11/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EQIOM Cimenterie de Lumbres**

BP 50020 LUMBRES  
Code postal 62508  
62500 Saint-Omer

#### Références :

H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\EQIOM\_(ex\_HOLCIM)\_Lumbres\_000  
7000785\2\_Inspections\2024 04 04 rejets blancs dans le bléquin  
Code AIOT : 0007000785

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2024 dans l'établissement EQIOM Cimenterie de Lumbres implanté 5 rue Jean-Baptiste Macaux 62380 Lumbres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 04 avril 2024 à 6h10, la DREAL a été informée par courriel d'une coloration anormale de l'Aa au niveau de la commune de Wizernes. Les photographies jointes permettaient de constater une couleur blanche uniforme sur toute la largeur de l'Aa. Cette coloration a pu être observée de 1H à 11H selon des travailleurs d'une entreprise longeant les berges de l'Aa sur la commune de Wizernes.

Après avoir écarté d'autres pistes éventuelles, la cimenterie EQIOM de Lumbres, dont les eaux

pluviales se déversent dans le Bléquin lui-même affluent de l'Aa, s'est avérée être la cause la plus probable de cette coloration.

Des constats similaires ont été réalisés sur le Bléquin par des agents de l'OFB et des gardes-pêche agréés et assermentés de la Fédération du Pas-de-Calais.

Les gardes pêches ont dressé des procès-verbaux de constatations de pollutions les 26 mars, 30 mars et 4 avril 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EQIOM Cimenterie de Lumbres
- 5 rue Jean-Baptiste Macaux 62380 Lumbres
- Code AIOT : 0007000785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société EQIOM exploite sur la commune de Lumbres, une cimenterie produisant, à partir de matériaux provenant d'une carrière (craie, argile) située à proximité :

- du clinker (principal constituant du ciment) ;
- des ciments normalisés (clinker + laitiers) ;
- des liants routiers ;
- des liants ultra-fins.

Le site dispose de deux lignes de production (four n°4 et four n°5). La production de ciment est de l'ordre de 800 000 tonnes par an.

Pour les besoins de sa production, la société EQIOM utilise des déchets industriels dangereux et non dangereux (co-incinération):

- en valorisation énergétique, les déchets servent de combustibles de substitution;
- en valorisation matière, les déchets servent de composants dans le cru ou le ciment.

La quantité de déchets valorisée est d'environ 150 000 tonnes par an.

L'établissement est autorisé à exploiter ses installations sur la commune de Lumbres par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2020. Il est classé Seveso Seuil Haut par dépassement direct du seuil associé à la rubrique 4110 - Toxicité aiguë catégorie 1 - de la nomenclature des installations classées.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de rejets au Bléquin compte tenu de l'arrêt des pompes de rejet par l'exploitant.

Cependant la présence de boue dans le canal de mesure et la saturation de l'unité de traitement montrent que des rejets très chargés en matières en suspension (MES) de couleur blanchâtre ont eu lieu.

Ces rejets sont probablement à l'origine du blanchiment de l'Aa constaté le 04 avril 2024.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Ouvrage de traitement	Arrêté Préfectoral du 08/12/2023, article 4.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 jours
2	réseaux de collecte	Arrêté Préfectoral du 08/12/2023, article 4.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 08/12/2023, article 4.4.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	bassin TOYO	Arrêté Préfectoral du 08/12/2023, article 4.4.10	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 08/12/2023, article 8.2.7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Caractéristiques générales des rejets	Arrêté Préfectoral du 08/12/2023, article 4.4.6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La saturation en boue du bassin "TOYO" ne permet pas une bonne gestion des eaux pluviales et rendrait difficile le confinement des eaux d'extinction sur le site.

Les ouvrages de traitement des eaux pluviales ne sont pas dimensionnés pour traiter d'éventuels rejets de boues provenant du bassin "TOYO".

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Ouvrage de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2023, article 4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 4.4.2. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté lors de l'inspection la présence de boues à l'intérieur du canal de mesure situé entre les installations de traitements et le point de rejet. Ce dépôt témoigne d'une incapacité des installations de traitement à traiter l'importante charge en MES présente dans les effluents.</p> <p>Cette charge est probablement liée à l'arrivée d'eau "chargée" et de boue en provenance du bassin TOYO, voir constats suivants.</p> <p>Compte tenu de l'importante décantation ayant lieu au sein des bassins "TOYO" et collecte des eaux pluviales cimenterie, ceux-ci sont de fait des installations de pré-traitement des effluents aqueux. Il sera proposé lors de la prochaine modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site de préciser cette caractérisation des bassins.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Réaliser en urgence un nettoyage des installation de traitement et de comptage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3jours</p>

## N° 2 : réseaux de collecte

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2023, article 4.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 4.3.3. Entretien et surveillance</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Sauf exceptions motivées pour des raisons de sécurité et d'hygiène ou de technique, les tuyauteries de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que le bassin TOYO recevant les eaux pluviales issues de la zone de stockage "ajout au cru" était saturé de boue. Le niveau de boue atteint le niveau de la surverse mettant en communication le bassin TOYO et le bassin usine.</p> <p>Sur la majorité de la surface du bassin le niveau de boue atteint ou dépasse le niveau maximal d'eau pouvant être contenu dans le bassin.</p>

Dans ces conditions le bassin n'est plus en mesure de contenir qu'une quantité marginale d'eau, la majorité du volume du bassin étant occupé par de la boue.

L'exploitant indique que le dernier curage a eu lieu en mai 2022 et que cette opération n'est possible que lors d'une période sans pluie d'au moins 15 jours.

Les conditions nécessaires au curage du bassin selon les méthodes habituelles ne sont pas compatibles avec les besoins de ce bassin, qui s'apparente plus à un bassin de décantation qu'à un bassin de collecte.

L'exploitant doit adapter ses méthodes de curage ou la configuration de son bassin.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier que le caractère curable de ce bassin est adapté à son mode de fonctionnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3mois

**N° 3 : gestion des eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/12/2023, article 4.4.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, eaux

**Prescription contrôlée :**

**Article 4.4.4. Localisation des points de rejet**

Les différentes catégories d'effluents générés sur le site sont les suivantes :

les eaux de ruissellement de l'ensemble des voiries et toitures à l'exception des eaux de ruissellement du stockage ajouts au cru (c) et des eaux pluviales de la zone de stockage/dépotage de déchets liquides (e) ;

les eaux domestiques après traitement par un système conforme aux instructions en vigueur concernant l'assainissement individuel (arrêté ministériel du 06/05/1996 "assainissement autonome") ;

les eaux de ruissellement du stockage ajouts au cru ;

les eaux domestiques de la zone trommel/atelier ultra-fin après traitement par un système conforme aux instructions en vigueur concernant l'assainissement individuel (arrêté ministériel du 06/05/1996 "assainissement autonome") ;

les eaux pluviales de la zone de stockage/dépotage de déchets liquides.

Les effluents a) et b) sont dirigés gravitairement vers un bassin tampon étanche d'un volume minimal de 3000 m<sup>3</sup> avant traitement par dispositif de décantation puis un séparateur hydrocarbures correctement dimensionné, (au minimum : 5 mg/l - 120 l/s) et rejet par bâchée vers le Bléquin.

Les effluents c), d) sont dirigés gravitairement vers un bassin tampon étanche (dénommé bassin Toyo par l'exploitant) d'un volume minimal de 3 440 m<sup>3</sup>. Ces effluents sont ensuite

prioritairement réutilisés dans le process usine pour intégration au cru.
[...]
En cas de menace de débordement du bassin toyo (pluies exceptionnelles), l'exploitant est autorisé à transférer les eaux du bassin Toyo vers le bassin tampon de 3 000 m3.
<b>Constats :</b>  Le bassin TOYO est presque entièrement comblé par de la boue dans ces conditions, il ne peut être considéré que son volume est de 3 440 m3.  Compte tenu du fait que le niveau de boue atteint le niveau de la surverse vers le bassin 3 000 m3, toute pluie même faible est susceptible de provoquer un transfert d'eau (et de boue) depuis le bassin TOYO vers le bassin 3 000 m3.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

#### N° 4 : bassin TOYO

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2023, article 4.4.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 4.4.10. Cas du transfert d'eau du BASSIN Toyo vers le bassin tampon de 3000 m3  Les transferts d'eau du bassin Toyo vers le bassin tampon de 3 000 m3 doivent être aussi limités que possible et réservés au cas de risque de débordement du bassin Toyo.
<b>Constats :</b>  Compte tenu du fait que le niveau de boue atteint le niveau de la surverse vers le bassin 3 000 m3, toute pluie même faible est susceptible de provoquer un transfert d'eau (et de boue) depuis le bassin TOYO vers le bassin 3 000 m3.  Chaque pluie est susceptible de provoquer un transfert du bassin TOYO vers le bassin 3 000 m3 ; cette situation résulte de l'absence de curage du bassin. Les transferts d'eau ne sont donc pas aussi limités que possible.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

#### N° 5 : confinement des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2023, article 8.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 8.2.7. Dispositif de confinement</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Les systèmes de relevage autonomes ont une efficacité démontrée en cas d'accident. Les différents organes de contrôle nécessaires à la mise en service du dispositif de confinement peuvent être actionnés en toute circonstance, localement ou à partir d'une salle de contrôle.</p> <p>Le confinement des eaux d'extinction sur l'établissement est réalisé au sein du réseau de collecte du site, relié au bassin de confinement de 3 000 m<sup>3</sup> dans la partie nord-ouest en coupant la pompe de relevage présente en sortie du bassin. A cet ouvrage, s'ajoute également le bassin de confinement de 400 m<sup>3</sup> dédié à la plateforme de gestion des déchets liquides, le bassin « TOYO » d'environ 3 440 m<sup>3</sup> (relié par pompe de relevage au bassin de 3 000 m<sup>3</sup>), les réseaux ainsi que les rétentions du site. Ainsi, tout déversement accidentel ou toute production d'eaux d'extinction est confiné dans l'enceinte de l'établissement. Après confirmation de la non toxicité de ces effluents, il peuvent être rejetés sinon ils sont pompés puis traités par des entreprises spécialisées ou traités en interne.</p> <p>Par ailleurs, l'aire de dépotage de la plateforme déchets liquides accueille également, conformément à la réglementation applicable, une rétention déportée. Celle-ci présente un volume de 50 m<sup>3</sup>, correspondant au volume de deux camions-citernes, et une canne d'aspiration pour la connexion avec un camion de pompage. La rétention est dotée d'un siphon anti-feu au niveau du caniveau, et dispose d'une sonde de niveau. L'équipement est régulièrement vidé, par pompage pour retraitement ou pour rediriger les effluents vers une cuve de stockage d'eaux</p>



souillées.
<b>Constats :</b>  Le volume disponible dans le bassin TOYO est proche de 0 compte tenu du fait que la boue atteint le niveau de la surverse vers le bassin 3 000 m3.  Le bassin TOYO n'est pas en capacité de contribuer au confinement des eaux d'extinction en cas de sinistre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

#### N° 6 : Caractéristiques générales des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2023, article 4.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 4.4.6. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets  Les effluents rejetés doivent être exempts : de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.  Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :  Température : 30 °C ; pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ; Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.  De plus, ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire.  Ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.
<b>Constats :</b>

Les gardes-pêche agréés et assermentés de la Fédération du Pas-de-Calais ont constaté les 26, 30 mars et 4 avril, un important rejet d'eau chargée en face du site de production de l'entreprise de cimenterie, présentant une teinte grise voire blanchâtre.  
Des procès verbaux ont été établis concernant ces rejets.

Ces rejets n'ont pas été constatés par l'inspection des installations classées, mais les boues présentes dans le bassin TOYO et dans le canal de mesure en sortie de la station de traitement du site sont de nature à provoquer une coloration "grise voire blanchâtre." du milieu récepteur.  
Il est rappelé que les effluents rejetés ; "ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur"

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite